



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Kowelt

Question écrite n° 50460

Texte de la question

M Bruno Bourg-Broc demande à M le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, le nombre de sociétés françaises présentes au Koweït, à la veille du redémarrage des puits qu'il va falloir reforer et combien d'entre elles peuvent espérer une part du nouveau marché.

Texte de la réponse

Reponse. - Vingt-quatre sociétés françaises disposent actuellement d'un bureau de représentation au Koweït et interviennent dans différents secteurs de l'économie : biens d'équipement, biens de consommation, aéronautique. Une seule société, qui a participé à l'extinction d'une douzaine de puits en feu (contrat d'un montant de 9 millions de dollars), représente l'ingénierie pétrolière. Dans ce même domaine, plusieurs autres compagnies envisagent de s'installer au Koweït et ont, d'ores et déjà, participé aux appels d'offres concernant la réhabilitation de l'industrie pétrolière. Aucune étude d'ensemble n'a été réalisée quant à l'exacte ampleur des dégâts subis par les installations pétrolières lors du retrait irakien et aux travaux de réparation nécessaires. On estime cependant qu'un tiers du nombre total des puits est rendu inutilisable du fait du sabotage. Le dernier puits en feu ayant été éteint le 6 novembre, quatre sociétés françaises ont présenté des offres pour le pompage et le traitement des nappes créées à la surface du sol par le pétrole s'écoulant des puits endommagés. La reconstruction de plus de la moitié des stations de collecte et de séparation du pétrole brut intéresse un consortium de cinq sociétés françaises, et des offres de services ont été présentées à la Kuwait Oil Company (KOC) pour la réhabilitation des stations et le redémarrage de l'extraction. Une autre offre française a été soumise pour un contrat d'étude et d'ingénierie relatif au champ pétrolier de l'ouest du Koweït. Enfin, trois sociétés françaises ont été préqualifiées pour reconstruire les réservoirs de stockage de pétrole brut. La qualité et la compétitivité des offres françaises permettent d'espérer de significatives retombées commerciales. Le souhait des autorités koweïtiennes, réitéré au plus haut niveau lors des entretiens bilatéraux, est, comme le sait l'honorable parlementaire, de voir davantage d'entreprises françaises occuper une place de choix dans l'économie du Koweït, et tout particulièrement dans le secteur pétrolier.

Données clés

Auteur : [M. Bourg-Broc Bruno](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 50460

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 novembre 1991, page 4730